



## L'unité se construit dans l'action. Il est plus que temps d'agir

Depuis combien de temps disons-nous que la lutte contre la politique développée par le président de la République, le gouvernement, le MEDEF et le conseil de l'Europe sera dure, longue et exigera la construction d'un front large de tous ceux qui refusent les effets de cette politique ?

Depuis combien de temps disons-nous que cette lutte est aussi idéologique, se jouera au niveau des valeurs, des idées, donc rend indispensable la construction syndicale d'une alternative ?

Depuis combien de temps décrivons-nous et annonçons-nous les effets probables de la politique qui a été annoncée depuis des années par l'OCDE, par le candidat de la droite qui a été élu ; qui a aussi été défendue par une grande partie de la social-démocratie ?

Reprenons les textes préparatoires des congrès, les analyses parues dans diverses publications de nos syndicats : tout est décrit, tout est annoncé. Et nous concluons que devant tant de menaces, il était extrêmement urgent de changer de braquet, qu'il fallait élaborer une stratégie de large explication, de large union, fédérale, et imposer au niveau unitaire nos conceptions qui sont seules susceptibles de parvenir à donner confiance aux salariés dans les luttes, leur donner envie d'y aller, et de pouvoir gagner.

Comme disaient nos camarades allemands il y a quelques décennies : nous sommes le peuple. Eux, ils y ont cru.

\*

Unité & Action FSU 64 trouve tout à fait insuffisant le caractère fédéral des luttes menées dans les services publics, même par les syndicats de la FSU.

De même, le caractère fédéral des luttes des syndicats FSU de l'enseignement est largement insuffisant. Combien de temps perdu, d'énergies gaspillées, d'espairs érodés en voyant les uns partir en grève tel jour, les autres tel autre jour. Bien sûr, il y a eu les élections professionnelles, et il fallait peut-être affirmer son caractère propre (comme on dit de l'école privée) pour s'affirmer face aux concurrents électoraux.

Le verdict a été rendu : favorable pour la FSU. Mais avec quelques bémols. Ce qu'attendent les collègues, c'est une sortie, un moyen d'y croire, l'espoir que leur lutte va servir à quelque chose.

\*

Ce qui apparaît de plus en plus évident depuis quelques jours, c'est ce que nous disions indispensable depuis des mois : la nécessité de la jonction avec les usagers des services publics. Les collègues ont démontré par leur vote qu'ils avaient confiance dans nos organisations. Dans notre département, la FCPE n'attend qu'un signe décisif de notre part pour enclencher un mouvement significatif. Les lycéens, eux, sont partis à l'assaut d'une citadelle dont ils ne voient pas l'épaisseur des murailles. Mais les assiégés savent, eux, que leur force est considérable. Et dangereuse pour eux si elle se conjugue avec la nôtre et celle des parents.

ASSIÉGÉS ! Car c'est ce phénomène dont il faut prendre conscience : d'agresseur permanent, le ministère est en train de devoir se mettre sur la défensive.

Peut-on rester sur le bord du chemin et compter les points ?

On ne le peut pas : nos élèves ont besoin de nous. Pédagogiquement et syndicalement.

Nous avons besoin de leur enthousiasme.

Les menaces qui se préciseront ce lundi 15 ne peuvent pas rester sans réponse extrêmement claires.

Plusieurs établissements organisent déjà la lutte commune, dans le respect réciproque de la forme de la lutte des uns et de la lutte des autres. Mais ensemble. Phébus à Orthez et Ravel à Saint Jean de Luz pour ne donner que deux exemples, ont compris qu'attendre davantage était accepter l'inacceptable.

\*

Les difficultés qui sont très sensibles au niveau national, voire au niveau académique, s'expliquent par le développement inégal des luttes dans l'académie, dans tout le pays. Des secteurs entiers, des départements, voire des régions entières, restent beaucoup plus atones que nos élèves et que nous-mêmes. Les directions nationales prennent ce développement inégal, cette atonie, en compte et hésitent à concrétiser les décisions prises en CDFN : si tout cela aboutissait à un échec, à une grève ratée. Pire, à une répression violente ?

Cela n'est pas à négliger. Mais si on ne bouge pas, si on laisse le président de la République et le gouvernement continuer le massacre entrepris, que se passera-t-il ?

Si on laisse seuls, dans un solo funèbre, les lycéens attendre la répression qui s'organise, que se passera-t-il ?

Si on ne saisit pas l'occasion de construire ensemble ce mouvement **que tout le monde attend**, nous nous retrouverons au mieux comme Vladimir et Estragon dans « En attendant Godot » de Samuel Beckett. Au pire, devant des classes pléthoriques aux programmes détruits, aux prises avec les conséquences incalculables d'une inégalité sociale insupportable et génératrice d'échecs et de tensions, sans statut, devant travailler jusqu'à 70 ans, etc., etc....

\*

**Résister est nécessaire. Gagner est possible. Construire est urgent.**

La France aura cette année un PIB de 2 656,527 milliards de dollars. Même en comptant les 10,5 milliards d'euros que l'Etat a injectés jeudi dernier dans les grandes banques françaises, il reste de quoi faire, des richesses produites par les salariés en France.

C'est un choix de société qu'il faut imposer.

Au troisième trimestre, le patronat a détruit 12 800 emplois privés, selon les seuls comptes de l'UNEDIC. Cette destruction succède à la destruction de 35 000 emplois privés au trimestre précédent. Les emplois les plus touchés sont les emplois intérimaires, ceux qui se développent le plus dans les services publics : moins 26 000 emplois intérimaires entre juin et septembre, sans compter les emplois précaires des services publics. Pour le seul mois d'octobre, 28 700 suppressions d'emplois d'intérimaires du privé.

A tout cela, il faut ajouter les destructions d'emplois dans les services publics.

Chez les jeunes, le taux de chômage est actuellement de 19,4 %. Seulement 26 % des jeunes pensent que leur avenir est prometteur.

Voilà qui peut expliquer assez facilement l'angoisse de nos lycéens et celle des étudiants.

Va-t-on encore longtemps se gratter la tête en se demandant s'il faut y aller, s'il ne faut pas rester neutres, si c'est le bon moment ?

Comme enseignants, nous avons des responsabilités.

Comme syndiqués, nous avons des convictions.

Comme syndicalistes, nous avons des devoirs.

Comme militants Unité & Action, nous avons des exigences : travailler à l'unité et à l'action.

N'est-ce pas le moment ?

U&A FSU 64, le 14 décembre 2008

